



131, rue Damrémont 75018 PARIS

E-mail : urif.fo@yahoo.com

Site Internet : www.urif-fo.fr

 @ URIFFO

**LES REVENDICATIONS !
TOUTES LES REVENDICATIONS !
RIEN QUE LES REVENDICATIONS !**

Au moment où l'exécutif et surtout le Président de la République, seul, impose un nouveau confinement, il nous faut réaffirmer que depuis un an les libertés individuelles et collectives sont confisquées avec des difficultés majeures ; pour se déplacer, pour s'exprimer, pour se rassembler, pour manifester.

Tout semble être fait pour que les salariés, les retraités, les chômeurs, les jeunes et leurs organisations restent "enfermés" pour ne pas exprimer leurs mécontentements et même leur colère.

Tout semble être fait pour que le "calme règne" avant les élections législatives et présidentielles, allant même jusqu'à vouloir interdire l'UNEF, organisation étudiante ayant démontrée depuis des dizaines d'années son utilité pour la jeunesse en particulier étudiante, son attachement à la laïcité et aux valeurs de la République.

L'exécutif, si prompt à mettre en place colloques et grands messes de toutes natures avec ses grands débats, aurait été bien inspiré d'avoir l'avis des jeunes sur la loi sur le séparatisme. Peut-être l'a-t-il d'ailleurs fait avec d'autres organisations syndicales étudiantes proches de certaines organisations syndicales de salariés si prompts à soutenir le gouvernement pour obtenir les subsides leur permettant de conduire les campagnes électorales comme celle des TPE ? On ne peut empêcher l'UNEF d'exister, l'interdire serait renier même et y compris les acquis découlant de mai 1968 et qui ont permis à la classe ouvrière de retrouver les acquis de l'après-guerre et à la jeunesse d'autres libertés.

Sur ces bases, et pour exiger également le retrait du projet de loi « séparatisme », l'URIF FO appelle à se rassembler, avec les organisations du mouvement démocratique comme la Ligue des Droits de l'Homme (LDH), **jeudi 8 avril 12h00 devant le Sénat, place Pierre Dux.**

On ne pourra non plus empêcher notre syndicalisme porté par l'URIF FO de poursuivre ses actions et de porter ses revendications :

- Il n'est pas scandaleux comme l'affirment pourtant certains, de revendiquer pour l'augmentation générale des retraites et des salaires et d'exiger des négociations permettant de faire évoluer les augmentations alors que plus aucune négociation n'est possible depuis plus d'un an.

- Il n'est pas scandaleux de réaffirmer que nous sommes opposés à toute remise en cause de la retraite par répartition, des 42 régimes de retraite, des régimes spéciaux et du code des pensions civiles et militaires dans le même temps où nous constatons que le régime universel souhaité par le Président et déjà utilisé dans certains pays d'Europe du Nord entraîne des pertes de pouvoir d'achat considérables.

- Il n'est pas scandaleux de dire que nous exigeons qu'il n'y ait pas de réforme de l'assurance chômage qui conduira à réduire encore plus les droits de millions de salariés en les plongeant dans la précarité et la pauvreté. Cette réforme doit être abandonnée.

- Il n'est pas scandaleux de mettre l'accent sur le fait que les attaques portées par les gouvernements précédents contre le code du travail ayant entraîné des répercussions sur les conditions de vie et de travail et qui sont aujourd'hui, plus dramatiques encore avec la mise en place de pratiques sur le télétravail et sur la santé au travail qui permettent au patronat de se "libérer" de ses obligations.

- Il n'est pas scandaleux de combattre les fermetures d'entreprises, alors que l'État verse des sommes conséquentes. Le but du patronat reste inchangé, Covid ou pas, faire baisser la masse salariale. Ici, dans une chaîne de restaurant, c'est éliminer la prime d'ancienneté que ces salariés payés au SMIC avaient acquise.

- Il n'est pas scandaleux de se rassembler, de manifester, de s'exprimer pour dire que nous ne supportons pas la loi d'urgence et ses couvre-feux. Que nous ne supportons pas la loi sécurité globale qui fiche, surveille, espionne en laissant les manifestants affronter toutes les violences sans avoir la possibilité de s'appuyer sur des moyens de défense pour leur propre sécurité.

- Il n'est pas scandaleux d'être aux côtés des personnels des hôpitaux mais également de tous les personnels de santé, des paramédicaux, des personnels des EHPAD, de ceux qui sont au service des personnes âgées ou des plus jeunes et qui attendent depuis plus d'un an des moyens supplémentaires et la reconnaissance de leur métier, et notamment lors de la manifestation du 8 avril des personnels de la santé privée devant le Ministère de la Santé.

- Il n'est pas scandaleux de dire qu'il ne faut pas fermer les hôpitaux comme cela est prévu pour Beaujon et Bichat, comme c'est le cas pour le Val de Grâce et pour l'Hôtel Dieu, comme ce fut le cas pour St Vincent de Paul et comme c'est le cas avec la disparition d'hôpitaux de proximité un peu partout en France.

Pour l'URIF FO, pas de fermeture de lits, pas d'effectifs en moins, pas de fermeture de services et d'hôpitaux. Des moyens, des moyens, des moyens, « quoi qu'il en coûte » !

- Il n'est pas scandaleux de réaffirmer que les services publics ont toujours eu un rôle essentiel pour la vie des Français. La crise sanitaire le démontre aujourd'hui. Les services publics c'est l'assurance de l'égalité de traitement, c'est la prise en charge de tous ceux qui se retrouvent en situation difficile. C'est d'abord pour les jeunes et les plus jeunes la prise en charge par les enseignants dans une école publique et républicaine de leur devenir et la transmission des connaissances. Cette égalité de traitement, c'est la sécurité sociale, ce sont les services publics de l'énergie, des transports, de la communication, de la sécurité, du traitement et du collectage des déchets...qui l'assurent continuellement y compris pendant la crise sanitaire. Pour l'URIF FO, c'est non à leur privatisation comme l'Europe l'a souhaité et comme les différents gouvernements ont obéi en privatisant déjà depuis plusieurs années, ce dernier accélérant encore les choses.

- Il n'est pas scandaleux de faire le constat que depuis un an on tente de nous "balader" avec le manque de masques, avec le manque de médicaments, avec le manque d'appareils respiratoires, avec la création des lits en réanimation et aujourd'hui avec le manque de vaccins !

Chacun l'aura bien compris ce sont nos revendications et nos prises de position. Elles font partie du débat et personne ne nous empêchera de les porter. Nous allons continuer à le faire en nous rassemblant, en manifestant, en portant ces positions sur la voie publique, en nous exprimant partout où nous pouvons le faire.

Pour l'URIF FO, on ne peut se laisser endormir par les "doux chants des sirènes" du conseil de défense.

**MAINTENANT :
LES REVENDICATIONS !
TOUTES LES REVENDICATIONS !
RIEN QUE LES REVENDICATIONS !**

Paris, le 7 avril 2021